

Promouvoir un commerce sûr tout en protégeant l'environnement



Faire le choix d'un commerce sûr

Le renforcement des capacités en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) est crucial si l'on veut que les pays en développement puissent tirer pleinement parti du commerce international. Petits agriculteurs et micro, petites et moyennes entreprises (MPME) risquent d'être exclus des marchés régionaux et internationaux s'ils ne parviennent pas à se conformer aux prescriptions SPS internationales. Le nombre croissant de normes privées, y compris en matière de protection de l'environnement, ne fait qu'ajouter au problème.

Il est avéré que des mesures SPS efficaces ont des effets positifs à long terme sur le développement, y compris pour la protection de l'environnement dans les domaines liés à la production agricole. Ainsi, les mesures SPS peuvent empêcher la contamination de l'eau potable, des terres arables ou des stocks de poissons par des métaux lourds, et contribuer ainsi à protéger la biodiversité. Elles peuvent aussi faciliter la mise en place d'exploitations agricoles plus résilientes face au changement climatique, et atténuer ainsi les répercussions négatives sur la sécurité alimentaire. Parallèlement, le renforcement des capacités SPS aide les petits exploitants agricoles et les MPME à réduire les dépenses qu'engendre le recours aux produits chimiques, à accroître leur productivité, à améliorer la qualité et la sécurité des produits et à accéder à de nouveaux marchés.

Le lien entre le STDF et l'environnement

Depuis 2004, plus de 88 projets du STDF ont aidé pays en développement et pays moins avancés à se conformer aux normes internationales en matière de sécurité alimentaire, de santé animale et de préservation des végétaux, et à promouvoir ainsi des échanges commerciaux sûrs, dont beaucoup ont des retombées utiles pour l'environnement. Dans toute l'Afrique, la région Asie-Pacifique et l'Amérique latine et les Caraïbes, les projets du STDF ont contribué à empêcher l'entrée et la propagation des parasites des végétaux et des maladies animales en renforçant connaissances et compétences propres à améliorer les contrôles sanitaires et phytosanitaires aux frontières, ainsi qu'en réduisant l'utilisation intempestive des pesticides, des engrais chimiques et des médicaments vétérinaires. Parmi les avantages qui en découlent pour l'environnement figurent l'emploi de pesticides moins toxiques, des systèmes intégrés de lutte contre les parasites et des pratiques agricoles optimales, qui pèsent moins sur les sols.

La vision du STDF

Le STDF travaille à la concrétisation des Objectifs de développement durable en mettant en avant sa vision: croissance économique durable, réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire et protection de l'environnement dans les pays en développement.



Les projets du STDF aident les petits agriculteurs à utiliser des intrants non toxiques au service d'un commerce sûr

Les projets du STDF axés sur les chaînes de valeur agricoles ont contribué à protéger l'environnement rural en aidant les petits exploitants agricoles à utiliser des intrants non toxiques. Ainsi, la production de chou au Sénégal¹ a doublé et, dans le même temps, les résidus de pesticides ont diminué et les producteurs ont gagné des parts de marché dans la région. Au Bangladesh², les éleveurs de crevettes ont vu leurs rendements et leurs revenus progresser dans des proportions allant jusqu'à 70% grâce à l'introduction de procédés respectueux de l'environnement. Toutes ces initiatives contribuent à protéger l'écosystème côtier tout en garantissant aux intéressés des moyens de subsistance.

«Avant, j'avais besoin de 500 kg de glace tous les 2-3 jours pour rafraîchir et conserver mon poisson. Grâce à l'amélioration de l'isolation du bac destiné au poisson, j'ai pu ramener cette quantité à 300 kg. En outre, grâce à ce bac, il y a beaucoup moins de pertes, qui sont passées de 24 à 12 kg pour 300 kg de poisson.»

Adou Mambo Richard, Coopérative Copasp Scoop (Côte d'Ivoire)



Protéger les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest

La production et le commerce du poisson sont essentiels pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté puisque plus de 3 millions de femmes et d'hommes en Afrique de l'Ouest dépendent pour leur subsistance du secteur de la pêche – en particulier la pêche artisanale. Le projet³ du STDF en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Mauritanie et au Sénégal, a pu aider les acteurs des chaînes de valeur du poisson artisanal à améliorer l'hygiène et la sécurité sanitaire des aliments et à développer les exportations vers les marchés régionaux. Plus de 400 petites entreprises ont pu se familiariser avec les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des aliments destinés à des marchés aux exigences élevées. Grâce à cette formation, plus de 1 000 personnes mettent en œuvre des techniques améliorées pour sécher, fumer et entreposer leur poisson.

Ce projet a engendré de très nettes avancées pour l'environnement. L'amélioration des systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments a permis des économies d'énergie, d'où une moindre dépendance sur cette ressource rare qu'est le bois ainsi qu'une réduction de la pollution atmosphérique. En Guinée, les petits producteurs ont bénéficié des améliorations introduites au centre de fumage désormais doté de fours plus efficaces et où les conditions de travail se sont améliorées. En Côte d'Ivoire, les producteurs utilisent moins de glace pour conserver le poisson grâce à l'introduction de bacs isolants, et il y a moins de pertes.

¹ www.standardsfacility.org/fr/PG-302

² www.standardsfacility.org/fr/PG-321

³ www.standardsfacility.org/fr/PG-489

Les projets du STDF mettent au point des savoir-faire et relient environnementales.

Partout dans le monde, les opérateurs utilisent des palettes en bois et des matériaux d'emballage en bois. Ces emballages en bois, s'ils ne sont pas correctement traités, risquent d'ouvrir la voie aux mouvements transfrontières des ravageurs des végétaux, tels que les insectes térébrants, et à l'introduction d'espèces exotiques envahissantes. Grâce à un projet du STDF⁴ couvrant le Botswana, le Cameroun, le Kenya et le Mozambique, a permis d'évaluer la faisabilité économique, écologique et logistique de l'adoption de la NIMP 15 – la norme internationale de la CIPV sur les emballages en bois. Le projet a pu ainsi proposer des solutions aux pouvoirs publics sur la manière de réduire le risque associé à la présence de parasites dans les emballages en bois, et promouvoir des procédés de recyclage des matériaux d'emballage en bois, ce qui contribuera à protéger les ressources forestières.

«L'amélioration des compétences requises pour satisfaire aux exigences en matière de pesticides aux fins d'exportation a eu des retombées positives sur l'environnement au Ghana. L'utilisation de pesticides à faible risque a été bénéfique pour la faune, y compris les insectes qui rendent des services précieux comme la pollinisation et la lutte antiparasitaire, ainsi que pour les plans d'eau protégés dans les zones agricoles.»

John A. Pwamang, Directeur exécutif par intérim, Environmental Protection Agency (Ghana)



Gérer l'impact environnemental à l'échelle mondiale

Les résidus de pesticides engendrent souvent des problèmes ayant une incidence sur les exportations de fruits et légumes des pays en développement. Il arrive que les producteurs n'aient accès qu'à des pesticides plus anciens et plus toxiques qui risquent d'être nocifs pour l'environnement. La connaissance des bonnes pratiques de gestion des pesticides est souvent limitée. Parmi les autres problèmes recensés, il y a l'absence de limites maximales de résidus (LMR) pour les cultures tropicales, ainsi que des divergences entre normes nationales et normes internationales de sécurité sanitaire des aliments, ou entre partenaires commerciaux. Ces difficultés résultent de lacunes importantes dans les données sur les résidus dans les pays en développement, ainsi que du coût élevé de la collecte de données et de l'homologation de nouveaux pesticides.

En Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, les projets⁵ du STDF ont aidé les autorités chargées de l'agriculture, du commerce et de l'environnement à s'associer à des entreprises multinationales du secteur des pesticides, des fédérations industrielles, des agriculteurs

et des partenaires internationaux en vue d'entreprendre des études coordonnées sur les résidus de pesticides. À la fin de ces projets, des données ont été produites pour plus de dix nouvelles LMR du Codex et la synthèse de ces données a permis de réaliser des économies de plus de 25%. Depuis, le secteur privé a pu homologuer de nouveaux pesticides améliorés à faible risque pour les agriculteurs dans 18 pays. Grâce à ces nouveaux outils de protection des cultures, les agriculteurs peuvent lutter plus efficacement contre les ravageurs et les maladies, tout en améliorant la salubrité de l'environnement et en respectant les normes internationales de sécurité des aliments au service d'un commerce sûr. Grâce au soutien du STDF, un modèle durable de généralisation des pesticides à faible risque pour les produits tropicaux est en place et opère dans le monde entier.

⁴ www.standardsfacility.org/PG-460

⁵ www.standardsfacility.org/fr/problèmes-locaux-solutions-mondiales

Pôle de connaissances du STDF

Le pôle de connaissances du STDF promeut des bonnes pratiques et diffuse des connaissances sur le renforcement des capacités en matière de SPS, contribuant ainsi à résoudre les problèmes liés aux espèces exotiques envahissantes, à protéger la biodiversité et à atténuer les risques liés au changement climatique. En créant des passerelles entre les diverses organisations actives dans les domaines de l'agriculture, du commerce et de l'environnement, ce partenariat qu'est le STDF encourage une approche coordonnée et concertée du renforcement des capacités SPS, d'où des retombées plus importantes pour l'environnement. Et le cadre PIMA⁶ du STDF peut servir à associer les investissements SPS et les outils de planification et de financement pour lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement, dans la sphère de l'agriculture et du commerce.

«Les passerelles entre STDF et Convention sur la diversité biologique (CDB), notamment sur les espèces envahissantes dans les filières commerciales, ont permis un brassage des pratiques, des compétences et des connaissances en matière environnementale et commerciale. Aujourd'hui, les acteurs du négoce ont une idée plus précise des risques associés aux espèces envahissantes. De même, les organismes chargés de la protection de l'environnement sont en mesure de coopérer plus efficacement avec les services aux frontières, ce qui fluidifie le commerce tout en atténuant le risque d'entrée d'espèces envahissantes.»

Sidney Suma, ancien expert du STDF pour les pays en développement



La lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Les espèces exotiques envahissantes menacent les espèces agricoles et indigènes ainsi que la faune et la flore sauvages, d'où un impact négatif sur les écosystèmes terrestres et aquatiques. Le commerce étant parfois une porte d'entrée pour les espèces envahissantes, le renforcement des capacités SPS est un volet important de la solution.

Les travaux du STDF sur les bonnes pratiques s'agissant de la problématique commerce et espèces exotiques envahissantes – dont un séminaire international et une publication⁷ – ont montré en quoi l'amélioration des capacités SPS aide les pays à mieux respecter les normes internationales et à prévenir la propagation des espèces exotiques nuisibles ainsi que des parasites des plantes et des maladies animales. Ces activités ont ouvert la voie à une meilleure collaboration entre les parties prenantes qui travaillent sur les questions SPS et la protection de l'environnement, aux niveaux mondial, régional et national, contribuant ainsi à amplifier les résultats obtenus.

Relever le défi du changement climatique

Les pays en développement dotés de capacités SPS modestes risquent d'être confrontés à des problèmes de risques SPS nouveaux liés à la hausse des températures et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Le renforcement des capacités SPS contribue à atténuer les effets du changement climatique sur la production agricole et à s'y adapter, ce qui est vital pour la sécurité alimentaire, la lutte contre les maladies et les ravageurs, parallèlement au commerce et à la sécurité alimentaire.

Grâce au travail mené par le STDF sur les bonnes pratiques en matière de commerce, de risques SPS et de changement climatique – notamment un séminaire international, une note d'information et une publication⁸ – on a pu mieux faire comprendre en quoi les investissements dans les systèmes SPS renforcent la résilience des pays en développement au changement climatique.

⁶ www.standardsfacility.org/fr/priorités-P-IMA

⁷ www.standardsfacility.org/invasivealienspecies

⁸ www.standardsfacility.org/climatechange